

**ACTIVITÉS INTERNATIONALES – UNE APPROCHE STRATÉGIQUE**

**Document décrivant l'approche stratégique de l'EFSA  
en matière d'activités internationales**

Rome, Italie  
Le 29 janvier 2009

Signé par

Diána Bánáti  
Présidente

## Activités internationales – Une approche stratégique

1. En 2006, le conseil d'administration de l'EFSA a identifié le renforcement du développement des activités internationales de l'Autorité comme l'une des recommandations clés du rapport d'évaluation externe<sup>1</sup> élaboré en vertu de l'article 61 de son règlement fondateur<sup>2</sup>.
2. Le plan stratégique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) pour 2009-2013, adopté par le conseil d'administration de l'EFSA le 18 décembre 2008, identifie les principaux facteurs de changement – notamment la mondialisation, l'innovation croissante, les questions liées au développement durable et au changement climatique – ainsi que l'évolution de la société et des politiques qui ont un impact potentiel sur les activités futures de l'EFSA. Pour faire face à ces défis, le plan stratégique insiste sur la nécessité de renforcer les liens et la coopération au niveau international.
3. Au niveau mondial, l'Union européenne est l'exportateur le plus important et le deuxième plus gros importateur de produits alimentaires et de boissons, ainsi qu'un acteur majeur dans le secteur du commerce des denrées agricoles<sup>3</sup>. Le commerce mondial, la mobilité accrue et les flux migratoires constituent tous des facteurs qui contribuent potentiellement à la diffusion de nouveaux risques ou de risques réémergents (p. ex. l'ESB) à l'échelle internationale. La nature mondiale des risques liés à la chaîne alimentaire humaine et animale est mise en évidence par les statistiques recueillies en 2007<sup>4</sup> grâce au Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux qui a recensé près de 7 300 notifications relatives aux aliments destinés à l'alimentation humaine et animale importés dans l'Union. Si le commerce mondial confronte les gestionnaires des risques à de nombreux défis, il souligne également la nécessité, pour les évaluateurs des risques, de coopérer au niveau international.
4. L'EFSA doit remplir sa mission qui consiste à apporter son assistance aux gestionnaires des risques au niveau européen ainsi qu'au sein des États membres dans le but de protéger la santé et de maintenir la confiance à l'égard de l'approvisionnement alimentaire européen. Afin de mener à bien son cœur d'activités, l'EFSA doit s'engager pleinement au niveau international ; elle doit être pleinement consciente des défis liés à la sécurité des aliments au niveau mondial et doit être en mesure d'identifier les risques émergents. Elle doit également pouvoir collecter, compiler et échanger des informations et des données tout en ayant connaissance des communications de ses homologues. Elle doit bâtir une coopération et une cohérence appropriées tant avec les organisations internationales qu'avec les organisations de pays tiers.
5. Le développement de l'approche de l'EFSA concernant ses activités internationales tient compte du contexte juridique et institutionnel dans lequel elle opère. Pour accomplir sa mission globale et les tâches énoncées dans les articles 22 et 23 de son règlement fondateur et pour mener à bien son cœur de métier,

---

<sup>1</sup> Recommandations du conseil d'administration de l'EFSA suite à l'évaluation des activités de l'Autorité réalisée en vertu de l'article 61 du règlement 178/2002

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires

<sup>3</sup> Ses principaux partenaires commerciaux sont les États-Unis, des pays européens non membres de l'UE, la Russie, la Chine, le Brésil, l'Argentine, la Thaïlande, l'Inde et le Vietnam (source: données et tendances de la CIAA pour 2006).

<sup>4</sup> Article 50.3 178/2002, voir [http://ec.europa.eu/food/food/rapidalert/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/food/food/rapidalert/index_en.htm)

L'EFSA doit avoir accès à une base de données sur les risques et sur les informations scientifiques la plus vaste possible au niveau mondial et elle doit s'impliquer dans le développement et la mise en œuvre de méthodes d'évaluation des risques internationalement reconnues. En vertu de l'article 23<sup>5</sup>, lorsque la demande lui en est faite par la Commission, l'EFSA est tenue d'apporter un soutien scientifique et technique en vue d'améliorer la coopération entre l'Union, les pays candidats à l'adhésion, les organisations internationales et les pays tiers, dans les domaines qui relèvent de sa mission. Les articles 33.1 et 33.2 stipulent que l'EFSA doit collaborer avec les pays candidats à l'adhésion, les pays tiers ou les organismes internationaux en vue de rechercher, de recueillir, de rassembler, d'analyser et de résumer les données scientifiques et techniques pertinentes dans les domaines qui relèvent de sa mission<sup>5</sup>. L'article 49<sup>6</sup> requiert spécifiquement que l'EFSA collabore avec les pays qui ont conclu avec l'Union européenne des accords en vertu desquels ils ont adopté et ils appliquent la législation de l'Union (p. ex., pays appartenant aux espaces AELE/EEE).

6. En outre, d'autres politiques et dispositions juridiques européennes définissent le cadre de travail pour la coopération de l'EFSA avec des pays tiers ou des organismes internationaux, par exemple les programmes de préadhésion, les accords conjoints entre l'Union européenne et les États-Unis en vue de développer la coopération sur des questions scientifiques et techniques, les accords de coopération scientifique et technique, etc.

7. Dans de nombreux domaines relatifs à la sécurité des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale et domaines phytosanitaires et sanitaires, la Commission européenne possède les compétences institutionnelles et juridiques nécessaires pour représenter l'Union européenne sur la scène internationale. L'assistance sur les questions scientifiques et techniques apportée à la Commission dans le cadre de ses discussions intergouvernementales – notamment avec l'OIE, la CIPV, l'OEPP, l'OCDE, l'OMC, l'OMS et la FAO – est encadrée par ces responsabilités définies sur les plans juridique et institutionnel. Il est essentiel que les positions de la Commission et, par conséquent, les positions européennes reposent sur un soutien scientifique et technique fort, élaboré sur la base d'une connaissance parfaite des informations, des preuves, des données et des pratiques d'évaluation des risques internationales.

6. Les analyses des risques, les autres évaluations, la collecte et l'analyse des données et des informations sont réalisées par des comités internationaux et d'autres organismes; en particulier, les opérations menées sous les auspices de la FAO/OMS, de l'OCDE, de l'OIE et de la CIPV servent de références internationales et définissent les normes qui régissent le commerce international. Il est important que celles-ci reflètent parfaitement les évaluations des risques car celles-ci sont propres à l'Europe et un apport européen à ces évaluations et aux méthodologies d'évaluation des risques utilisées est clairement nécessaire. Conformément à son mandat et au cadre institutionnel, l'EFSA doit être en mesure de contribuer aux activités

---

<sup>5</sup> Art. 23.i - apporter, lorsque la demande lui en est faite par la Commission, un soutien scientifique et technique en vue d'améliorer la coopération entre la Communauté, les pays ayant introduit une demande d'adhésion, les organisations internationales et les pays tiers, dans les domaines qui relèvent de sa mission

<sup>5</sup>Art. 33.1. L'Autorité recherche, recueille, rassemble, analyse et résume les données scientifiques et techniques pertinentes dans les domaines qui relèvent de sa mission. Cette action comprend notamment la collecte de données relatives à: (a) la consommation alimentaire et l'exposition des individus aux risques liés à la consommation d'aliments; (b) l'incidence et la prévalence de risques biologiques; (c) les contaminants dans les aliments destinés à l'alimentation humaine et animale; (d) les résidus.

Art. 33.2. En vertu du paragraphe 1, l'Autorité coopère étroitement avec tout organisme opérant dans le domaine de la collecte des données, y compris ceux des pays ayant introduit une demande d'adhésion, ceux des pays tiers ou les organismes internationaux.

<sup>6</sup> Art. 49 L'Autorité est ouverte à la participation des pays qui ont conclu avec la Communauté européenne des accords en vertu desquels ils ont adopté et appliquent la législation communautaire dans le domaine couvert par le présent règlement. Dans le cadre des dispositions pertinentes de ces accords, des accords sont élaborés qui spécifient notamment la nature, l'étendue et les modalités de la participation de ces pays aux travaux de l'Autorité, y compris des dispositions relatives à la participation aux réseaux gérés par l'Autorité, à l'inclusion dans la liste des organisations compétentes auxquelles l'Autorité peut confier certaines tâches, aux contributions financières et au personnel.

internationales déployées dans le domaine de l'évaluation des risques et d'en tirer des apprentissages et elle doit aussi être parfaitement intégrée dans la communauté scientifique internationale.

7. L'EFSA a déjà en place une stratégie de coopération avec les États membres<sup>7</sup>, sur laquelle elle a présenté un rapport intermédiaire au conseil d'administration<sup>8</sup>. Cette expérience a aidé l'EFSA à réfléchir à la coopération à une échelle internationale.

8. L'EFSA étant une organisation arrivée à maturité, il est opportun qu'elle définisse sa vision et ses objectifs majeurs dans le cadre de ses activités internationales. En l'espace de six ans depuis sa création, l'EFSA a déjà noué des relations étroites, de façon ad hoc, avec les organisations dont les activités relèvent de sa mission, que ces organisations opèrent dans des pays tiers ou au niveau international et elle a développé des contacts individuels avec des experts scientifiques de renom à travers le monde.

9. Le présent document vise à fournir une approche stratégique des activités internationales de l'EFSA et définit ses objectifs et ses priorités pour consolider le travail déjà réalisé et identifier de futures initiatives.

### **Objectifs des activités internationales de l'EFSA**

10. Pour remplir sa mission globale d'évaluation des risques et de communication sur les risques, apporter une assistance aux gestionnaires des risques de l'UE et garantir une base scientifique solide aux mesures destinées à protéger la santé et à maintenir la confiance à l'égard du système alimentaire européen, l'EFSA a identifié quatre objectifs principaux pour ses activités internationales:

#### **I Soutenir les engagements internationaux de l'UE**

11. L'EFSA apporte son soutien à la Commission dans le cadre de ses programmes et de ses engagements au niveau international. En collaboration avec la Commission, l'EFSA a identifié et établi des priorités parmi les principaux comités du Codex qui peuvent nécessiter son soutien<sup>9</sup>. Les experts de l'EFSA participent en particulier aux *task forces* intergouvernementales ad hoc du Codex sur la résistance aux antimicrobiens et sur les aliments dérivés de la biotechnologie et ils apportent une assistance aux Comités. Outre l'aide qu'elle fournit à l'Union du fait de sa participation au Codex Alimentarius, l'implication de l'EFSA lui permet d'anticiper les activités scientifiques des organes internationaux d'évaluation des risques de l'OMS/de la FAO étant donné que bon nombre de leurs initiatives sont initiées par le Codex.

12. L'EFSA a également apporté son soutien à la Commission en lui fournissant son aide lors des discussions dans le cadre de l'OMC, l'OEPP, la CIPV, l'OIE, l'OMS et la FAO et lors des discussions bilatérales avec les pays tiers en apportant la base scientifique sur laquelle se fondent les positions de l'Union, dans le but ultime d'aider cette dernière à remplir ses obligations internationales.

13. L'Union a mis en place diverses activités bilatérales et multilatérales relevant des activités et des responsabilités de l'EFSA, notamment des initiatives dans le cadre du Partenariat économique transatlantique et en particulier le Dialogue sur l'évaluation des risques et le Dialogue sur l'évaluation des risques à l'échelle mondiale auxquels a déjà participé l'EFSA.

14. L'EFSA a apporté son soutien à la Commission en élaborant des programmes de formation scientifique destinés aux pays du Mercosur et d'Asie dans le but de renforcer leur compréhension et leur capacité d'évaluation des risques et d'aider les pays importateurs à comprendre les bases scientifiques sur lesquelles reposent les mesures de gestion des risques et leur permettre de mettre correctement en œuvre ces mesures. A

<sup>7</sup> Stratégie de coopération et de mise en réseau entre les États membres de l'UE et l'EFSA, décembre 2006, site internet de l'EFSA, voir [http://www.efsa.europa.eu/cs/BlobServer/resource\\_EFSA/about/core/mb\\_strategy\\_28thmeet\\_en\\_6a.pdf?ssbinary=true](http://www.efsa.europa.eu/cs/BlobServer/resource_EFSA/about/core/mb_strategy_28thmeet_en_6a.pdf?ssbinary=true)

<sup>8</sup> Rapport intermédiaire sur la stratégie de coopération et de mise en réseau entre les États membres de l'UE et l'EFSA <http://www.efsa.europa.eu/en/keydocs/docs/msstrategy.pdf>

<sup>9</sup> Comités du Codex sur les résidus de pesticides, les contaminants alimentaires, les additifs alimentaires, l'hygiène alimentaire, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, les aliments nutritionnels pour régimes alimentaires spéciaux

la demande de la Commission, l'EFSA a par exemple récemment collaboré avec des experts russes en vue de renforcer leurs compétences et leur compréhension des bases scientifiques sur lesquelles sont basés les niveaux de résidus de pesticides maximum définis pour l'Europe.

15. Dans le cadre de l'élargissement de l'UE, l'EFSA s'efforce de promouvoir, auprès des pays candidats à l'adhésion et en phase de préadhésion, la compréhension du travail de l'Autorité, le partage des compétences, la mise en place de mécanismes d'échange d'informations et la participation des autorités nationales à la coordination des crises. L'EFSA prend part au programme de voisinage européen en collaboration avec la Commission et travaille actuellement avec la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et les cinq pays candidats potentiels des Balkans occidentaux (Serbie, Albanie, Monténégro, Kosovo et Bosnie-Herzégovine)<sup>10</sup>. Ces activités s'inscrivent dans la mission globale de l'EFSA qui continuera d'apporter son soutien à la Commission dans ces programmes dans le but de renforcer la mise en réseau et la coopération scientifique.

### Initiatives clés

#### - Au niveau multilatéral

- En collaboration avec la Commission, définir et établir des priorités dans le cadre du soutien à apporter aux délégations de l'UE au sein des réunions intergouvernementales internationales telles que les *task forces* intergouvernementales du Codex et, le cas échéant, les réunions de l'OEPP, de la CIPV de l'OIE, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, et les activités préparatoires associées<sup>11</sup>.
- Construire une base renforcée pour la coopération avec les organismes internationaux et, en collaboration avec la Commission, examiner les possibilités d'encadrer adéquatement les activités de l'EFSA dans le cadre d'une révision des accords existants sur l'accroissement des échanges scientifiques et techniques.

#### - Au niveau bilatéral

- Identifier et établir des priorités dans le cadre du soutien apporté par l'EFSA aux activités de l'Union, en particulier celles liées au Dialogue transatlantique sur l'évaluation des risques et au Dialogue sur l'évaluation des risques à l'échelle mondiale<sup>12</sup>, ainsi que celles relatives aux programmes d'adhésion et de voisinage.
- Dans le cadre juridique et institutionnel, travailler en collaboration avec la Commission en vue d'identifier les bases appropriées de la coopération avec les organismes entreprenant des tâches similaires à celles de l'EFSA dans les pays tiers afin de faciliter la coopération et les échanges dans des domaines relevant de la mission de l'EFSA.<sup>13</sup>

## **II Garantir l'accès aux données et aux informations scientifiques à l'échelle internationale afin de fournir une base solide à l'évaluation des risques et l'identification des risques émergents.**

16. Outre la coopération et la mise en réseau organisées entre l'EFSA et les États membres, et reconnaissant la nature mondiale de nombreux risques, l'Autorité collabore déjà avec des organisations internationales et des organisations de pays tiers. L'objectif de cette collaboration est de partager des connaissances par le biais de réseaux, en facilitant l'accès au savoir-faire scientifique, aux données, aux meilleures pratiques et aux environnements de recherche en dehors de l'Europe et, ce faisant, de permettre à l'EFSA d'atteindre l'excellence et la cohérence scientifiques tout en promouvant les synergies à l'échelle mondiale.

<sup>10</sup> Instrument d'assistance de préadhésion (IPA)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:210:0082:0093:FR:PDF>

<sup>11</sup> Par exemple, soutenir la Commission en apportant des conseils scientifiques ou techniques étayant ses positions avant les réunions internationales.

<sup>12</sup> Inclut les pays participant au partenariat transatlantique, ainsi que d'autres organismes d'évaluation des risques de pays tiers.

<sup>13</sup> Accord conclu entre l'Union et par exemple, la Nouvelle Zélande, l'Australie, etc.

17. Comme prévu dans son règlement fondateur (article 33), l'EFSA développera la coopération en matière de collecte de données et d'informations dans des domaines tels que la consommation alimentaire, l'incidence et la prévalence des risques biologiques, les contaminants dans les aliments destinés à l'alimentation humaine et animale et leurs résidus, ainsi que toutes autres données nécessaires à l'exercice de son mandat. À cet égard, l'EFSA est déjà engagée dans des activités multilatérales régulières. Par exemple, dans le cadre du Groupe international de liaison en matière de sécurité chimiques des aliments, l'Autorité a pu échanger des informations sur le bisphénol A et la mélamine en travaillant en étroite collaboration avec la Commission européenne, les agences de normalisation alimentaire néo-zélandaise et australienne (FSANZ), les autorités sanitaires du Canada, la Commission japonaise sur la sécurité des aliments, l'administration américaine chargée des aliments et des médicaments (FDA) et l'autorité néo-zélandaise de sécurité des aliments (NZFSA). Ces plateformes constitueront des forums importants pour le développement de la coopération à l'avenir ainsi que pour le partage d'informations, de données et d'expériences.

18. L'EFSA promouvra également la coopération avec les organisations internationales et les agences de pays tiers en vue d'identifier les risques émergents et des situations à risque en pleine évolution. Cette approche a permis de prévoir l'impact des risques mondiaux en Europe. Cela a été le cas, notamment, pour la coopération avec l'OMS, l'OIE et la FAO en matière de grippe aviaire. Cette coopération sera plus essentielle encore à l'avenir lors de la gestion des nouveaux risques ou des risques réémergents engendrés par le commerce mondial, les migrations et les déplacements internationaux, le changement climatique et les nouvelles technologies. L'EFSA a déjà organisé une conférence commune avec l'OMS et la FAO pour examiner les questions émergentes générées par l'impact du changement climatique sur la sécurité des aliments et la nutrition. L'EFSA fait aussi partie du réseau Infosan de l'OMS et est intégrée dans ses procédures d'urgence. La capacité de l'EFSA à fournir un soutien scientifique en cas d'urgence ou de crise bénéficiera considérablement de l'instauration de ces liens et de cette coopération avec les organisations internationales car ils permettront un accès immédiat aux données et à d'autres informations.

19. Au niveau bilatéral, l'EFSA a pour l'instant conclu un accord formel visant à faciliter l'échange d'informations avec la FDA<sup>14</sup> qui se concentre principalement sur le respect des règles de confidentialité. Cet accord s'est traduit par un accroissement des flux d'informations. Il fait partie des dispositions de la mise en œuvre du Partenariat économique transatlantique<sup>15</sup>. L'EFSA considère que des accords supplémentaires seront utiles et elle examinera leur faisabilité avec la Commission européenne, y compris dans le cadre du règlement fondateur de l'EFSA et des instruments juridiques de coopération existants au niveau européen pour les sciences et les technologies avec les pays tiers et les organisations internationales.

### Principales initiatives

- Dans les domaines prioritaires, mise en place d'accords utilisant les instruments juridiques existants pour sous-tendre et fournir une base solide à l'échange de données et d'autres informations avec les organismes internationaux et de pays tiers appropriés et fournir ainsi un fondement solide aux évaluations des risques et aux activités en matière de risques émergents.
- Développement de la coopération internationale et examen des mécanismes destinés à faciliter l'échange rapide d'informations et de données en vue de renforcer la capacité de l'EFSA à apporter une assistance aux gestionnaires des risques en cas d'urgence.

## III Participation à l'évaluation des risques au niveau international

20 Plusieurs organisations internationales effectuent des évaluations des risques dans les mêmes domaines que l'EFSA. L'EFSA prend déjà part à des activités d'évaluation des risques au niveau international car de nombreux experts scientifiques européens de premier plan participant aux comités et aux groupes

<sup>14</sup> « L'EFSA et la FDA renforcent la coopération scientifique sur la sécurité des aliments » site internet de l'EFSA, juillet 2007, voir [http://www.efsa.europa.eu/EFSA/efsa\\_locale-1178620753816\\_1178621165446.htm](http://www.efsa.europa.eu/EFSA/efsa_locale-1178620753816_1178621165446.htm)

<sup>15</sup> Partenariat économique transatlantique, [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2003/october/tradoc\\_111712.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2003/october/tradoc_111712.pdf)

scientifiques de l'EFSA, ainsi que le personnel de l'organisation, collaborent aux activités des comités et des groupes de travail internationaux sur l'évaluation des risques du JMRA, du JMPR et du JECFA. De même, les experts de l'EFSA sont invités personnellement à participer aux activités d'évaluation des risques de l'OIE, de la CIPV, de l'OMS, de l'OEPP et de l'OCDE. Cette implication restera tout aussi importante à l'avenir si les méthodes, les données et les meilleures pratiques européennes doivent être prises en compte par ces comités et si le travail de l'EFSA doit reposer sur ces activités.

21. L'EFSA tient compte des avis de ces organismes alors même qu'elle examine les questions du point de vue européen afin de garantir l'indépendance et la pertinence globales des conseils scientifiques de l'EFSA dans le contexte européen. L'EFSA a organisé des discussions avec ces organismes pour déterminer comment le partage des évaluations des risques, des informations et des données pourrait s'organiser et être mis à profit dans l'intérêt de toutes les parties prenantes (collaboration avec le JECFA sur l'aflatoxine par exemple). L'EFSA a noué des relations de travail étroites avec les secrétariats de ces organismes pour permettre à chacun d'être parfaitement informé de toutes leurs activités respectives. En renforçant davantage ces relations, il sera possible d'éviter les redondances et de réduire les divergences superflues.

22. L'EFSA émet également une pré-notification – immédiatement avant publication et sous embargo – de ses évaluations des risques lorsqu'il y a un risque d'impact international, auprès des bureaux internationaux de la FDA, de l'USDA, de la FSANZ, de l'USEPA, de la Commission japonaise sur la sécurité des aliments, des autorités sanitaires du Canada, de l'OMS, de l'OIE et de la FAO.

23. La coopération avec les organismes internationaux a également été consolidée sur des questions spécifiques. L'EFSA a par exemple travaillé en étroite collaboration avec l'OMS sur la bactérie *Enterobacter sakazakii* dans les préparations pour les nourrissons et a participé à un projet commun avec l'OMS et l'ECDC sur la résistance aux antimicrobiens. Lorsqu'un important travail d'évaluation des risques a été effectué par un pays tiers, l'EFSA a fait appel aux experts concernés dans ses discussions initiales tout en veillant à l'indépendance générale de l'avis scientifique résultant. C'est le cas, par exemple, des travaux du comité scientifique sur le clonage des animaux, dans le cadre desquels l'EFSA a demandé la participation d'un expert de la FDA aux discussions initiales du groupe de travail.

24. Par le biais de colloques et de conférences, l'EFSA a pu partager et consulter des experts internationaux, des évaluations des risques et des questions scientifiques majeures. Grâce à ce dialogue, l'Autorité a pu établir les bases d'un consensus sur les approches et les méthodologies à adopter, par exemple sur les questions de l'évaluation des risques environnementaux, des analyses risques-bénéfices et de l'examen des substances carcinogènes et génotoxiques.

25. L'EFSA poursuivra la consolidation de ces activités dans le but de les influencer, d'y apporter sa contribution et d'en tirer des apprentissages, en profitant de ses discussions dans le cadre des forums internationaux d'évaluation des risques, en promouvant l'harmonisation des méthodologies et des documents d'orientation, et en restant à l'avant-garde de la réflexion internationale en matière d'évaluation des risques.

26. Par le biais de sa coopération internationale, l'EFSA anticipera les nouvelles méthodologies d'évaluation des risques et déterminera la pertinence des nouvelles technologies et connaissances scientifiques pour les pratiques d'évaluation des risques actuelles.

### **Principales initiatives**

- Développer, selon les nécessités, la coopération existante avec le JECFA, le JMPR, le JEMRA, l'OIE, la CIPV, l'OEPP et les agences de pays tiers sur des activités telles que la planification de l'évaluation des risques, les appels de données et le partage des informations utilisées dans le cadre des évaluations des risques.
- Identifier les priorités futures en matière d'évaluation des risques au niveau international et exploiter toutes les évaluations des risques effectuées par les organisations internationales, régionales et de pays tiers, tout en veillant à l'indépendance de l'avis scientifique européen.

- En coopération avec la Commission, définir et établir des priorités pour la participation de l'EFSA à des activités telles que l'élaboration de lignes directrices en matière d'évaluation des risques et l'harmonisation des méthodologies d'évaluation des risques au niveau international.

#### **IV Promouvoir la cohérence des communications sur les risques et faire connaître les activités de l'EFSA au niveau international**

26. Les activités internationales de l'EFSA liées aux communications et à la sensibilisation ont deux objectifs majeurs: renforcer la coopération afin de mieux faire connaître et expliquer le rôle de l'EFSA, qui consiste à fournir le fondement scientifique des mesures adoptées dans l'Union européenne dans les domaines de la sécurité de l'alimentation humaine et animale, de la nutrition, de la santé et du bien-être des animaux ainsi que de la santé et de la protection des plantes.

27. Pour assurer une meilleure cohérence, l'EFSA a développé depuis 2003 la coopération dans la communication sur les risques avec les autorités nationales européennes chargées de la sécurité des aliments.

28. De même, l'EFSA a commencé à établir des contacts avec les départements responsables de la communication au sein des organismes internationaux et de pays tiers. Elle échange des informations et partage des expériences sur les questions ayant une dimension internationale.

29. Ce travail est soutenu par le système de l'EFSA consistant à pré-notifier ses partenaires de confiance sur ses évaluations des risques et ses articles de presse, communiqués immédiatement avant leur publication. L'objectif est d'informer les partenaires internationaux des prochaines annonces publiques et de promouvoir une approche de communication sur les risques cohérente, par exemple lors du traitement de questions présentant un intérêt particulier pour les médias internationaux, telles que la question de l'aspartame.

30. L'EFSA a participé à des conférences internationales sur la communication sur les risques en vue de partager des expériences, de déterminer les bonnes pratiques et de promouvoir la compréhension mutuelle. L'Autorité consolidera cette coopération internationale en développant davantage ses réseaux de liaison avec les départements de communication et de sensibilisation des organisations internationales et de pays tiers dont la mission est similaire à celle de l'EFSA.

31. À travers ses activités de communication, l'ESFA contribuera à accroître la visibilité et la compréhension du rôle et des apports de l'EFSA au niveau international, et elle renforcera la fiabilité des bases scientifiques qui fondent les mesures européennes adoptées dans les domaines relevant de la mission de l'EFSA.

#### **Principales initiatives**

- L'EFSA consolidera ses activités de communication existantes en matière d'évaluation des risques avec ses partenaires internationaux dans les domaines présentant un intérêt mutuel et mondial ; elle partagera des informations, tirera des apprentissages des activités de communication, et développera les bonnes pratiques dans ce domaine.
- L'EFSA consolidera ses pratiques existantes en matière d'échange d'informations, notamment la pré-notification de questions spécifiques et d'annonces publiques majeures avant leur publication, ainsi que le partage d'informations et la communication avec les partenaires concernant les questions émergentes et d'actualité relevant de la mission de l'EFSA à mesure qu'elles sont publiées dans les médias/en ligne.
- L'EFSA contribuera à promouvoir la mise en place d'une plateforme internationale pour l'échange d'informations et d'expériences et le développement de lignes directrices et de pratiques communes en vue de garantir la cohérence des communications sur les risques.



**Délais et procédure de révision**

32. Le présent document servira de base pour la planification détaillée des activités internationales qui seront incluses dans les plans de gestion annuels de l'EFSA et dans ses discussions avec la Commission pour le développement de ses activités internationales dans son cadre juridique et institutionnel. Il sera révisé après deux ans et demi ou de façon ad hoc afin de refléter les révisions du plan stratégique 2009-2013 de l'EFSA .

## Annexe I

### Glossaire

CCR	Centre commun de recherche
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
ECDC	Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDA	Administration américaine chargée des aliments et des médicaments
FSANZ	Autorité chargée de la sécurité des aliments en Australie et en Nouvelle-Zélande
IPCC	Comité intergouvernemental sur le changement climatique
JECFA	Comité mixte FAO/OMS d'experts sur les contaminants et les additifs alimentaires
JEMRA	Réunions mixtes d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques microbiologiques
JMPR	Réunions mixtes FAO/OMS sur les résidus de pesticides
NZFSA	Autorité néo-zélandaise de sécurité des aliments
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEPP	Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
USDA	Ministère américain de l'agriculture
USEPA	Agence américaine pour la protection de l'environnement

### Principales initiatives, actions et indicateurs de succès relatifs au document «Activités internationales de l'EFSA – Une approche stratégique»

La présente annexe fournit des informations sur les activités à moyen terme destinées à mettre en œuvre les principales initiatives décrites sous chaque objectif du document « Activités internationales de l'EFSA – Une approche stratégique ». Elles seront révisées annuellement et intégrées aux plans de gestion annuels.

Objectif I - Soutenir les engagements internationaux de l'UE – Niveau multilatéral		
Principales initiatives	Actions	Indicateurs de réussite
<p><b>Au niveau multilatéral</b> En collaboration avec la Commission, définir et établir les priorités dans le travail de soutien à apporter aux délégations de l'UE dans le cadre de réunions intergouvernementales internationales telles que les <i>task forces</i> intergouvernementales du Codex, et également, selon les nécessités, au sein de l'OEPP, de la CIPV, de l'OIE, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE ainsi que pour les activités préparatoires associées. <sup>16</sup></p> <p>Construire une base renforcée pour la coopération avec les organismes internationaux et, en collaboration avec la Commission, examiner les possibilités d'encadrer adéquatement les activités de l'EFSA dans le cadre d'une révision des accords existants sur l'accroissement des échanges scientifiques et techniques.</p>	<p><b>Niveau multilatéral</b> Discuter des priorités avec la Commission européenne et élaborer un cadre de travail concerté, notamment en établissant une liste pour la participation et l'assistance de l'EFSA, et en déterminant avec la Commission les activités destinées à consolider la base des échanges scientifiques et techniques de l'EFSA dans un contexte multinational – fin 2009.</p>	<p><b>Multilatéral</b> Accord sur et mise en place d'un cadre de travail.</p>

<sup>16</sup> Par exemple, soutenir la Commission en apportant des conseils scientifiques ou techniques étayant ses positions avant les réunions internationales.

--	--	--

Objectif I - Soutenir les engagements internationaux de l'UE – Niveau bilatéral		
Principales initiatives	Actions	Indicateurs de réussite
<p><b>- Au niveau bilatéral</b></p> <p>Définir et établir les priorités dans le travail de soutien à apporter par l'EFSA aux activités de l'Union, en particulier celles liées au Dialogue transatlantique sur l'évaluation des risques et au Dialogue sur l'évaluation des risques à l'échelle mondiale<sup>17</sup>, ainsi que celles liées aux programmes d'adhésion et de voisinage.</p> <p>Dans le cadre juridique et institutionnel, travailler en collaboration avec la Commission en vue d'identifier les bases appropriées de la coopération avec les organismes réalisant des tâches similaires à celles de l'EFSA dans des pays tiers afin de faciliter la coopération et les échanges dans les domaines relevant de la mission de l'Autorité. <sup>18</sup></p>	<p><b>Actions au niveau bilatéral</b></p> <p>Discuter des priorités avec la Commission européenne et élaborer un cadre de travail concerté destiné à consolider la base des échanges scientifiques et techniques de l'EFSA dans un contexte bilatéral – fin 2009.</p>	<p><b>Bilatéral</b></p> <p>Accord sur et mise en place d'un cadre de travail.</p>

<sup>17</sup> Inclut les pays participant au partenariat transatlantique, ainsi que d'autres organismes d'évaluation des risques de pays tiers.

<sup>18</sup> Par exemple, accords conclus entre l'Union et la Nouvelle Zélande, l'Australie, etc.

Objectif II - Garantir l'accès aux données et aux informations scientifiques à l'échelle internationale afin de fournir une base solide à l'évaluation des risques et l'identification des risques émergents.		
Principales initiatives	Actions	Indicateurs de réussite
<p>Dans les domaines prioritaires, mettre en place des accords utilisant les instruments juridiques existants pour sous-tendre et fournir une base solide à l'échange de données et d'autres informations avec les organismes internationaux et de pays tiers appropriés et fournir ainsi un fondement solide aux évaluations des risques et aux activités en matière de risques émergents.</p>	<p>Constituer une vue d'ensemble des sources de données utiles pour les échanges de données avec les organisations internationales et de pays tiers pertinentes, en particulier celles opérant dans le domaine de l'évaluation des risques et des risques émergents d'ici fin 2010.</p>	<p>Vue d'ensemble complète des sources de données utiles développée.</p>
<p>Développer la coopération internationale et examiner les mécanismes destinés à faciliter l'échange rapide d'informations et de données en vue de renforcer la capacité de l'EFSA à apporter une assistance aux gestionnaires des risques en cas d'urgence.</p>	<p>Constituer de façon active des contacts chargés de collecter et d'évaluer les données relatives à la gestion des urgences au sein des organisations internationales et des pays tiers d'ici début 2010.</p>	<p>Contacts établis et échanges mis en place.</p>

Objectif III - Participation à l'évaluation des risques au niveau international		
Principales initiatives	Actions	Indicateurs de réussite
<p>Développer, selon les nécessités, la coopération existante avec le JECFA, le JMPR, le JEMRA, l'OIE, la CIPV, l'OEPP et les agences des pays tiers sur des activités telles que la planification de l'évaluation des risques, les appels de données et le partage des informations utilisées dans le cadre des évaluations des risques.</p> <p>Identifier les priorités futures d'évaluation des risques au niveau international et exploiter toutes les évaluations des risques effectuées par les organisations internationales, régionales et de pays tiers, tout en veillant à l'indépendance de l'avis scientifique européen.</p> <p>En coopération avec la Commission, définir et établir des priorités pour la participation de l'EFSA à des activités telles que l'élaboration de lignes directrices en matière d'évaluation des risques et l'harmonisation des méthodologies d'évaluation des risques au niveau international.</p>	<p>Une fois par an, rencontrer les secrétariats du JEMRA, du JECFA et du JMPR (OIE, CIPV, OEPP) pour partager les informations relatives à la planification des évaluations des risques, déterminer les priorités et évaluer l'impact sur le travail de l'EFSA. – Débute en septembre 2009.</p> <p>Sur une base trimestrielle, échanger des informations concernant les activités d'évaluation des risques avec les secrétariats des comités internationaux en vue d'identifier les opportunités de coopération et d'échange de données – fin 2009.</p> <p>Participer aux initiatives de la CE et d'autres initiatives afin de promouvoir l'harmonisation des méthodes d'évaluation des risques et rechercher activement la coopération avec des partenaires et des organismes internationaux à cette fin – en cours.</p>	<p>Planification et définition des priorités tenant compte des activités des organes d'évaluation des risques internationaux, fin 2009.</p> <p>Échanges mis en place et coopération réussie avec les organismes d'évaluation des risques internationaux, fin 2009.</p> <p>Participation à des activités d'harmonisation au niveau international et travail sur des projets d'harmonisation spécifiques.</p>

Objectif IV - Promouvoir la cohérence des communications sur les risques et faire connaître les activités de l'EFSA au niveau international		
Principales initiatives	Actions	Indicateurs de réussite
<p>L'EFSA consolidera ses activités de communication existantes en matière d'évaluation des risques avec ses partenaires internationaux dans les domaines présentant un intérêt mutuel et mondial ; elle partagera des informations, tirera des apprentissages des activités de communication, et développera les bonnes pratiques dans ce domaine.</p>	<p>Renforcer le dialogue régulier avec les départements de communication et les services de sensibilisation du public des agences internationales et de pays tiers en charge de la sécurité des aliments, en établissant un échange virtuel pour le partage des meilleures pratiques et des tendances en matière de communication sur les risques – fin 2009.</p>	<p>Extranet virtuel établi avec les départements de communication et les services de sensibilisation du public des agences internationales et de pays tiers, accessible à l'EFSA et aux États membres.</p>
<p>L'EFSA consolidera ses pratiques existantes en matière d'échange d'informations, notamment la pré-notification de questions spécifiques et d'annonces publiques majeures avant leur publication, ainsi que le partage d'informations et la communication avec les partenaires concernant les questions émergentes et d'actualité relevant de la mission de l'EFSA, à mesure qu'elles sont publiées dans les médias/en ligne.</p>	<p>Consolider la politique de pré-notification et d'échange en matière de communications sur les risques – juin 2009.</p>	<p>Politique mise en œuvre conformément aux critères convenus avec les partenaires informés des dispositions.</p>
<p>L'EFSA contribuera à promouvoir la mise en place d'une plateforme internationale pour l'échange d'informations et d'expériences et le développement de lignes directrices et de pratiques communes en vue de garantir la cohérence des communications sur les risques.</p>	<p>Organiser un atelier annuel avec les principales organisations afin d'examiner les outils, les méthodes et les pratiques de communication sur les risques, en développant les réseaux et la coopération – mi-2011.</p>	<p>Atelier réussi identifiant des activités clés pour renforcer le partage.</p>